

### Les subsides

fait disparaître une société de la Couronne . . . Évidemment, le nouveau parti démocratique . . . Il est difficile pour un parti socialiste d'accepter que l'on puisse faire disparaître une société de la Couronne. Mais lorsqu'on veut essayer de rentabiliser le budget que nous avons, la situation économique . . .

**M. le Président:** A l'ordre!

**M. Blais:** Je n'ai pas dix minutes pour répondre, monsieur le Président?

**M. le Président:** Le Règlement prévoit une brève question ou un bref commentaire, exactement comme pour la période des questions orales.

**M. Blais:** C'était bref, monsieur le Président.

#### [Traduction]

**M. Riis:** Monsieur le Président, je répondrais à une question ou à une déclaration, du moins à l'une des deux, de façon très brève de façon à permettre à mon collègue de mettre fin au débat que son parti a parrainé aujourd'hui. Si le député désire invoquer la politique agricole mise en œuvre dans des pays dirigés par des gouvernements sociaux-démocrates et dans lesquels le secteur agricole est extrêmement prospère, je suis prêt à le comparer, quand il le voudra, à la politique canadienne.

**M. David Dingwall (Cape Breton-Richmond-Est):** Monsieur le Président, dans mon intervention d'aujourd'hui, qui sera la dernière sur cette motion, je voudrais m'attacher tout particulièrement à la partie de la motion qui porte sur l'activité ou l'inactivité des sociétés de la Couronne et le rôle qu'elles peuvent jouer dans la réactivation de l'économie canadienne. Je songe au Canadien National et à ses filiales, comme CN Marine, à Ports Canada et à une foule d'autres filiales. Je signale à la Chambre que le rôle que ces sociétés d'État assument ou n'assument pas est crucial pour les régions pauvres du pays.

J'ai déjà parlé, comme l'a fait le député de South West Nova (M. Comeau), des réductions du service du traversier *Bluenose* entre Yarmouth et Bar Harbour. Les ministériels, surtout le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) et le ministre des Transports (M. Mazankowski) estiment que ce n'est pas très important. Toutefois, dans cette région du pays, surtout en Nouvelle-Écosse, c'est une question grave. Le premier ministre de notre province est venu à Ottawa tout spécialement pour s'entretenir avec le ministre des Transports à ce sujet.

C'est la preuve plus que suffisante que le gouvernement, dans son prétendu désir de créer la richesse économique, a permis à ces sociétés d'État d'échapper à leurs responsabilités dans ces régions où les besoins sont peut-être les plus criants. Les dérobades du ministre des Transports pour éviter de prendre une décision sur un changement de politique à Yarmouth navre les gens de la Nouvelle-Écosse. Il le fait au mépris du gouvernement provincial, des députés conservateurs de l'Assemblée législative provinciale et, en tout cas, du député de South West Nova qui a tenté, comme moi, de faire rétablir ce service de traversiers.

L'autre question importante à laquelle la motion d'opposition rend bien justice, c'est la requête faite par le Maritime Farmers' Council. Le ministre compétent a reçu à son bureau, mémoires, délégations et instances de la part des premiers ministres des provinces et des députés de tous les partis. Il a

décidé de ne rien faire pour les agriculteurs des Maritimes. La demande de fonds d'urgence de neuf millions de dollars est restée sans réponse.

Il y a plus. Ce n'est pas tout. Nous avons appris récemment que la Communauté économique européenne risquait de prendre des mesures concernant l'importation de certains produits. Le ministre a refusé d'envoyer là-bas des négociateurs compétents pour défendre les intérêts du Canada. D'après ce qu'on sait, les éleveurs de bovins vont en pâtir. On permettra aux pays étrangers d'importer davantage de bœuf au Canada. Je sais qu'il faut adopter des positions fermes pour défendre les intérêts du Canada, et je ne pense pas que les attermoissements des divers ministres aident l'économie canadienne.

Que dire de Canagrex? Cette société de la couronne devait aider les agriculteurs de notre pays. Elle a été éliminée sans consultation. Le mot clé du discours du trône était la «consultation». Cependant, nous nous sommes rendus compte qu'on avait changé de refrain dans l'exposé économique du ministre des Finances (M. Wilson), en novembre 1984, et qu'on ne parlait plus que de compressions. Canagrex a disparu. Voilà comment le gouvernement aide nos agriculteurs.

Le député du Nouveau parti démocratique a qualifié d'optimiste le ministre de l'Expansion industrielle régionale. Ce dernier s'est vanté aujourd'hui à la Chambre des accords qu'il a conclus avec les gouvernements provinciaux. Je crois qu'il a parlé de 19 ententes. Il a toutefois oublié de rappeler que celles qu'il a conclues avec Terre-Neuve avaient été négociées pendant la campagne électorale. La majorité des éléments de ces accords étaient déjà en place au moment où le gouvernement est entré en fonction.

Le ministre s'est vanté des ententes qu'il a signées en Nouvelle-Écosse. Le ministre d'État au Tourisme (M. McMillan) parcourt le pays en incitant les Canadiens à investir davantage dans le tourisme et il voudrait que le gouvernement canadien lui accorde des crédits supplémentaires pour remplir son rôle. Il constate qu'on a accordé seulement 14 millions de dollars pour promouvoir le tourisme dans une province entière. C'est vraiment scandaleux. Cela ne suffira même pas pour une seule région de la Nouvelle-Écosse.

De plus, le ministre s'est bien gardé de parler des ententes qu'il n'a pas conclues avec les gouvernements provinciaux. Il ne fait guère preuve de bonne volonté pour faciliter la réalisation des plans de modernisation de SYSCO, bien qu'un accord écrit ait été conclu entre le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et le gouvernement du Canada. Le ministre responsable refuse de s'acquitter des obligations découlant de l'entente. Aucune justification n'a été donnée à la Chambre ni aux Canadiens. Nous entendons seulement le ministre déclarer que le gouvernement réexaminera peut-être la question. Entretemps, des centaines d'emplois sont compromis.

● (1800)

Je pourrais poursuivre, mais je vais conclure sur deux points concernant la décentralisation. La décentralisation de bureaux et de services depuis des régions où ils ne sont pas vraiment nécessaires vers d'autres régions du pays a été stoppée par le gouvernement. Évidemment, la Société canadienne d'hypothèques et de logement est un outil économique que le gouvernement devrait utiliser au bénéfice de tous les Canadiens. C'est tout le contraire qui se produit. Le gouvernement essaie de freiner l'activité de la Société canadienne d'hypothèques et de